

Venezuela : La vérité derrière la fange médiatique - Amérique latine-Bolivar Infos

Bolivar Infos

Par Geraldina Colotti

Traduction Françoise Lopez pour Amérique latine-Bolivar Infos

Dans les rédactions de Rome, Madrid et Bruxelles, on a consolidé un récit toxique qui vise à présenter la Révolution Bolivarienne comme un projet en train d'être liquidé. En profitant de la complexité de la nouvelle réforme de la loi sur les hydrocarbures et des mesures d'urgence adoptées par le Gouvernement de la présidente par intérim Delcy Rodríguez, la presse italienne accuse le Venezuela de d'avoir cédé devant Trump et d'avoir révoqué les nationalisations historiques d'Hugo Chávez. C'est une manipulation de la réalité qui cache une vérité beaucoup plus gênante : pendant que le Venezuela lutte pour son indépendance dans des conditions de guerre, l'Europe a déjà signé sa propre reddition énergétique.

Les journaux italiens, même ceux qui se définissent comme indépendants, utilisent un sophisme dangereux : il soutiennent que si le Venezuela permet qu'une entreprise étrangère opère, alors, s'en est fini de la nationalisation. Cette thèse ignore délibérément la différence entre propriété et gestion opérationnelle. Pourquoi ment-elle ? Parce qu'elle doit convaincre le public européen que le socialisme a échoué et que la seule façon d'extraire du pétrole, c'est le marché néolibéral. La réalité est que les gisements sont la propriété inaliénable de la République (article 302 de la Constitution).

Le Gouvernement bolivarien a mis en marche une sorte de souveraineté adaptée : il impose à ses partenaires étrangers d'avoir la charge des investissements et du risque opérationnel dans une situation de blocus criminel mais chaque baril extrait est sujet aux impôts du ministère du pétrole. Ce n'est pas le marché qui dicte les règles, c'est l'État qui utilise le capital étranger pour briser le blocus. Celui qui parle de la fin des nationalisations occulte le fait que toute infrastructure construite par les entreprises privées, au terme du contrat, reviendra à la nation.

La presse italienne évite soigneusement d'expliquer la situation de CITGO, la filiale de PDVSA aux États-Unis victime du plus grand pillage de l'histoire moderne. La thèse des journalistes est que le Venezuela a perdu CITGO à cause de dettes non payées. Pourquoi mentent-ils ? Parce qu'ils ne peuvent pas admettre que CITGO ait été saisie illégalement et remise à la farce du Gouvernement dans l'ombre de Guaidó pour être démembrée par les créanciers amis de Washington. Delcy Rodríguez, la présidente par intérim, n'a pas cédé : elle utilise la réforme pétrolière comme levier de négociation. Le message qu'elle envoie aux États-Unis est clair : s'ils veulent accéder aux réserves du Venezuela (que le département de l'énergie des États-Unis estime à 500 000 000 000 de barils), ils doivent reconnaître les dégâts causés par le pillage de CITGO. Le Venezuela utilise sa force énergétique pour forcer une table de négociation sur la restitution des milliers de millions de dollars arrachés au peuple. Négocier sous la pression n'est pas capituler, c'est exercer la diplomatie des peuples contre la piraterie.

Les médias italiens présentent souvent les « sanctions » comme des mesures dirigées contre des individus corrompus. C'est l'un des mensonges les plus éhontés. Depuis 2015, le Venezuela a subi plus de 900 mesures coercitives unilatérales qui constituent des crimes contre l'humanité. L'attaque technologique du 3 janvier est l'évolution finale de cette guerre : du blocage des comptes bancaires au terrorisme informatique contre les infrastructures stratégiques pour paralyser le pays.

La loi anti-blocus n'est pas une porte fermée du socialisme, comme ils disent à Rome, mais un bouclier légal indispensable. Elle permet à l'État d'agir dans le secret indispensable pour se moquer des drones financiers de l'OFAC et garantir les aliments et les médicaments. Présenter ces mesures de survie comme un retour au capitalisme est un acte de cynisme intellectuel qui ne sert qu'à justifier le siège aux yeux de l'opinion publique européenne.

Ici, la presse italienne atteint le sommet de l'hypocrisie : elle se préoccupe de la souveraineté du Vénézuéla mais garde le silence sur l'abdication totale de la souveraineté italienne. Après le sabotage impuni du Nord Stream, l'Italie est devenu un satellite énergétique du Texas. Les données que nos journaux ne publie pas sont dévastateur : en 2025, les importations de gaz naturel, liquide. (GNL) de l'Italie, depuis les États-Unis ont été multiplié par deux pour atteindre 45 % des besoins totaux. Le gaz étais un couteau aux Italiens de 50 % à 100 % plus cher, que dans le passé, et lors de certains pics, jusqu'à cinq fois le prix intérieur des États-Unis. L'Italie paie une taxe énergétique immense sans aucune autonomie de décision.

Le Venezuela, par contre, malgré l'enlèvement du président Nicolas Maduro et de Cilia Flores, négocie avec les BRICS+ et impose des conditions aux transnationales. Qui a réellement perdu sa souveraineté ? Le pays qui défend ses puits sous les bombes technologiques ou celui qui achète du gaz à prix d'or à celui qui fait sauter les gazoducs ?

Un autre des arguments préférés des journalistes est la crise de PDVSA présentée comme une preuve de l'inefficacité de l'État. Mais ils ne disent pas que PDVSA avait été infiltrée par une technocratie corrompue qui servait les intérêts étrangers. Selon l'analyste David Paravisini, beaucoup de dettes réclamées par les multinationales étaient des accords illégaux entre des directeurs traîtres et des entreprises étrangères. La dette de Chevron, présentée par les médias comme une chaîne au cou du Venezuela, a été démasquée : d'une demande de 4 000 000 000, elle est passée à moins de 800 000 000 réels.

La réforme de Rodriguez est un acte de nettoyage profond : rendre le commandement au ministère signifie ôter le pétrole des mains des bureaucrates corrompus pour le rendre à l'investissement social. Le conflit persiste précisément parce que le Venezuela refuse d'éliminer le financement des grandes missions sociales avec les revenus du brut.

La propagande fonctionne avec des algorithmes et par esthétique. Elle cherche à vendre le modèle des États-Unis comme la seule modernité possible, en passant sous silence la crise sociale qui dévore les villes des États-Unis entre drogues et pauvreté extrême.

Le Venezuela propose une modernité multipolaire basée sur la souveraineté des données et des ressources. En collaborant avec la Russie, la Chine et l'Iran, Caracas certifie ses réserves hors du contrôle de la Silicon Valley et des agences de qualification occidentales. C'est le véritable défi du XXIe siècle.

La Révolution Bolivarienne n'a pas cédé. Elle a appris à lutter dans un monde dans lequel les ressources énergétiques sont l'arme principale. Dire que le pétrole est aux mains de Trump est une insulte pour le peuple vénézuélien qui continue à protéger ses raffineries malgré la douleur qu'il éprouve à cause de l'enlèvement de ses dirigeants. La souveraineté n'est pas un concept bureaucratique, c'est la capacité de rester debout quand tous, tout autour, s'agenouillent. Le Venezuela est debout. C'est l'Europe qui semble avoir oublié comment on fait.

Le bilan de la gestion de la présidente par intérim Delcy Rodríguez, dans leur situation dramatique qui a suivi le 3 janvier 2026, ne peut être réduit à une simple chronique d'urgence. Ce qui en surgit est une véritable doctrine de la résistance que nous avons défini comme souveraineté d'adaptation. Alors que la presse italienne cherche désespérément des signes de reddition dans les technicités de la réforme pétrolière, les données réelles racontent la consolidation d'un modèle qui non seulement a protégé la nation de l'effondrement, mais a relancé sa projection en tant que puissance énergétique mondiale.

Contre tous les pronostic des agences de qualification occidentales, le Venezuela a achevé 2025

avec une croissance du PIB pétrolier de 16 % et une production stabilisée à 1 200 000 barils par jour. Le plan Défi Admirable 2026, présenté par Rodriguez, n'est pas un recueil de songes mais un programme fondé sur 19 trimestres consécutifs de croissance économique sous le régime des sanctions les plus féroces de l'histoire moderne. La prévision d'une augmentation des revenus de 37 % pour l'année en cours est la réponse la plus ferme à ceux qui, de Rome ou de Washington, pariaient sur la faillite de l'État bolivarien après l'enlèvement du président Maduro.

La véritable victoire politique de cette phase réside dans la destination de la richesse. La réforme de la loi sur les hydrocarbures, loin de privatiser, a blindé le lien entre extraction et justice sociale. Le modèle de distribution du budget 2026, l'indique clairement : 53 % des ressources sont destinées directement aux communes, 29 % au gouvernement des états et 15 % aux mairies. Alors que dans les pays qui ont embrassé le néolibéralisme –comme l'Italie du GNL étasunien– la rente énergétique finit dans les poches des transnationales sous forme de dividendes, au Venezuela, chaque baril produit, de par la loi, se transforme en salaire, en santé et en alimentation pour le peuple. C'est cette menace inhabituelle et extraordinaire que l'empire ne peut pardonner.

Avec la signature des premiers contrats d'exportation, le Gouvernement de Delcy Rodríguez a démontré que le pays n'est pas un acteur passif sur l'échiquier énergétique mais un axe de l'intégration régionale et mondiale. Sa fermeté dans la revendication du droit à des relations diverses –avec les BRICS+, la Chine, la Russie et même un ordre du jour énergétique souverain avec les États-Unis–marque l'échec de la stratégie de l'isolement. Le Venezuela n'a pas peur du marché mondial parce qu'il sait qu'il possède la clé de ses équilibres futurs.

En définitive, l'expérience vénézuélienne de 2026 donne une leçon brutale aux démocraties libérales européennes. Tandis que le Venezuela défend sa propre souveraineté de données et de ressources sous les bombes de la guerre cognitive, l'Europe se montre fragile, dépendante et désindustrialisée, pour avoir cédé son autonomie à Washington.

La résistance bolivarienne prouve que la souveraine n'est pas un vestige du passé mais la seule condition possible de la paix et du développement au XXIe siècle. Malgré la douleur provoquée par l'enlèvement de ses dirigeants, le Venezuela d'aujourd'hui n'est pas un pays qui cède mais un pays qui est en train de réorganiser l'État pour une bataille à long terme. La révolution n'est pas terminée, elle est entrée dans une phase de maturité stratégique dans laquelle la flexibilité tactique sert à protéger l'inébranlable fermeté des principes.

Source en espagnol :

<https://www.resumenlatinoamericano.org/2026/01/27/venezuela-la-verdad-detrás-del-fango-mediático/>

URL de cet article :

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2026/01/venezuela-la-verite-derriere-la-fange-mediatico.html>